



Pour diffusion immédiate
Le mardi 3 mai 2005

COMMUNIQUÉ

*Institute for
Research on
Public Policy*

*Institut de
recherche
en politiques
publiques*

La politique étrangère du Canada doit reconnaître l'interdépendance des droits de la personne et de la démocratie

L'approche partielle adoptée par le Canada envers les droits dans le cadre de ses politiques et programmes de promotion de la démocratie Limite l'impact de ses interventions.

Montréal – Une nouvelle étude publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP.org) soutient que tout véritable engagement fédéral pour promouvoir la démocratie doit reconnaître que le respect des droits de la personne est un principe moteur capable d'engendrer et de soutenir les valeurs démocratiques.

D'après l'auteure de l'étude, Nancy Thede (département de science politique, UQAM), même si le Canada reconnaît que les droits de la personne sont un élément essentiel de la démocratie, ses politiques et ses programmes ne sont pas guidés par une vision stratégique de la dynamique qui sous-tend les rapports entre les deux. Aussi les activités visant à promouvoir la démocratie ont-elles tendance à ne pas mettre suffisamment en relief le rôle que les droits fondamentaux peuvent jouer pour renforcer la démocratie.

L'auteure propose un cadre qui peut servir à créer et à évaluer les politiques, stratégies et programmes destinés à promouvoir le développement démocratique, économique et social. Cette recommandation repose sur trois principes de base : participation, non-discrimination et transparence, et sur quatre normes s'appliquant aux droits de la personne : disponibilité, accessibilité, pertinence et adaptabilité.

Elle souligne que le degré insuffisant d'institutionnalisation des droits économiques et sociaux est l'une des principales carences des nouvelles démocraties. Pour que les initiatives canadiennes de promotion de la démocratie réussissent, elles doivent attacher une grande importance à la mise en valeur et à la réalisation de ces droits. L'auteure explique comment les pays nordiques ont su montrer qu'il est possible d'appuyer, de façon plus vigoureuse, les droits économiques et sociaux.

Aussi selon Thede, « en appuyant la position des États-Unis dans des situations où se produisent des abus flagrants des droits de la personne et vis-à-vis des questions liées à la sécurité et aux priorités économiques, le Canada s'éloigne de plus en plus d'une position où le respect des droits représentent un objectif fondamental de tous les États ».

« Human Rights and Democracy : Issues for Canadian Policy in Democracy Promotion » est le dernier cahier qui paraît sous la rubrique Développement démocratique international dans la

collection *Enjeux publics IRPP*. L'étude est disponible sans frais, en format Adobe (.pdf), au site Web de l'Institut : www.irpp.org

-30-

Pour tout renseignement ou pour les demandes d'entrevue, prière de contacter l'IRPP.

Pour recevoir par courriel les avis aux médias et communiqués de l'IRPP, prière de s'abonner à notre service de distribution en ligne, au www.irpp.org.

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme sans but lucratif, national et indépendant, établi à Montréal.

Renseignements :

Jasmine Sharma (jsharma@irpp.org)

Directrice des communications et des relations publiques (IRPP.org)

Bureau : (514) 985-2461, poste. 324 – Cellulaire : (514) 235-8308